

# LA FORMATION DES ÉLITES PAR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MODERNE AU MAROC ET EN TUNISIE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

**Pierre VERMEREN**

*Ce texte rend compte d'une thèse de doctorat en histoire intitulée "La formation des élites par l'enseignement supérieur au Maroc et en Tunisie au XX<sup>e</sup> siècle", soutenue le 24 février 2000 à l'Institut Maghreb-Europe, Université Paris VIII et placée sous la direction de René Gallissot. Après avoir été AMN et ATER en histoire à l'Université de Paris VIII de 1992 à 1996, l'auteur est actuellement professeur d'histoire-géographie économique en classes préparatoires BEC du Lycée Descartes de Rabat. Il a acquis une formation en arabe (DEAC) au Caire en 1989-90.*

Ce travail d'histoire sociale vise à brosser une fresque de la formation des élites du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle - les cas tunisien et marocain étant plus précisément étudiés -, et par-delà, à mettre en valeur la succession des quatre grandes générations qui ont porté l'histoire du Maghreb des années vingt aux années 1990. Cette histoire est d'abord celle de la naissance du nationalisme arabo-musulman porté par les "fondateurs". Puis vient la constitution d'États nations à partir de 1956, portée par la génération des "héritiers". Elle est suivie par la contestation de ces États par la génération des "marxistes", durant les années 1965-1980. En fin de siècle, c'est la génération "de la crise" qui semble pousser à la fuite en avant les "islamistes".

Pour écrire cette histoire, on a eu recours à tout l'appareillage des sciences sociales, tant il est vrai que les seules archives écrites de l'historien n'étaient guère opérantes pour la période des indépendances. L'histoire sur archives, l'histoire orale, la sociologie et ses méthodes ainsi que l'ethnologie ont été tour à tour sollicitées pour écrire un travail qui visait à présenter une "histoire à hauteur d'hommes", incarnée par des personnes, des itinéraires personnels et familiaux. La temporalité séculaire a notamment permis de retracer la succession des générations au sein d'une dizaine de familles choisies dans les classes dominantes du Maghreb colonial, puis du Maghreb indépendant.

À partir de cette fresque, une multitude de questions et d'interrogations surgissent. Il faut relever notamment l'impact de la colonisation sur les structures sociales pré-coloniales, l'ampleur de l'acculturation franco-phonie des sociétés du Maghreb, le fossé qui sépare le discours nationaliste arabo-musulman des pratiques étatiques et administratives, l'importance des formations en expatriation pour des générations d'étudiants maghrébins, le rôle et la place de la coopération culturelle et éducative française mise en place aux lendemains des indépendances. Enfin, on notera l'impact dévorant de la mondialisation économique et culturelle sur les sociétés dominées du Sud, que ce soit à travers la tentation d'un exil de masse sans retour, ou à travers le repli identitaire sur des origines idéalisées.

Nous voudrions ici présenter ce travail dans ces grandes lignes, en insistant sur son aspect novateur et par-là même sujet à débats, sur la méthodologie qui a été mise en œuvre pour le réaliser ainsi que sur ses principaux enseignements, qu'ils aient trait à l'histoire sociale du Maghreb contemporain, ou à la situation des sociétés dominées dans un contexte de bouleversements liés à la mondialisation.

## LE CHANTIER DE L'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS DU MAGHREB AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

L'histoire du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle est maintenant assez bien connue dans sa dimension politique. Les travaux réalisés sur la période coloniale sont nombreux et variés pour les trois pays du Maghreb. Les grandes fresques sur le nationalisme maghrébin de Charles-André Julien et de Charles-Robert Ageron ont constitué une première assise. Puis, aux travaux de l'école historique tunisienne, et notamment de Ali Mahjoubi et de Mustapha Kraïem, répondent ceux de Daniel Rivet ou de Georges Oved sur le Maroc. L'ampleur de ces travaux est toutefois sans commune mesure avec la littérature historique traitant de l'Algérie coloniale. Les travaux de C.-R. Ageron et de Benjamin Stora trouvent un contrepoint algérien solide à travers ceux de

Mohamed Harbi notamment. Or, dans le cas algérien, ces travaux dépassent de loin le cadre colonial et celui de la guerre d'Algérie pour embrasser toute la période postérieure à 1962.

Tel n'est point le cas pour les deux anciens Protectorats du Maghreb. Pour s'en tenir au versant marocain, on se bornera à constater que le premier vrai livre d'histoire du régime hassanien est l'ouvrage de Stephen Smith sur Oufkir, publié en 1998. La plupart des autres ouvrages, outre une myriade d'articles plus ou moins spécialisés, sont des livres de nature plus hagiographique que scientifique, à l'exception des travaux déjà anciens de R. Leveau et J. Waterbury. Mais si l'on se plonge dans l'épaisseur de l'histoire sociale et culturelle, les choses sont encore pires. Là aussi, l'Algérie a concentré l'essentiel des travaux historiques et sociologiques. La thèse de Guy Pervillé sur les étudiants algériens musulmans de l'Algérie coloniale est prolongée par les travaux d'Aïssa Kadri et de Mohamed Benrabah sur la formation des élites, et tous les problèmes connexes liés à la langue et au pouvoir.

Concernant ce champ de la culture et des sociétés, aux confins de la sociologie et de l'histoire, la Tunisie et le Maroc sont, pour diverses raisons, moins bien dotés encore, à l'exception du remarquable travail d'Adel Ben Youssef sur les étudiants tunisiens en métropole dans l'entre-deux-guerres. Nombre de thèses se sont par ailleurs intéressées aux politiques de l'enseignement, comme les travaux de N. Sraïeb pour la Tunisie ou ceux d'Abdelkader Baïna pour le Maroc. Mais ces travaux s'arrêtent aux années soixante-dix, et laissent de côté les implications sociologiques des politiques scolaires. Cela n'était pas le cas de la thèse de Lilia Ben Salem sur les cadres tunisiens, mais elle aussi date des années soixante-dix. Face à ces déséquilibres, il nous est donc apparu nécessaire de combler un manque très sensible pour ces deux pays, tout en considérant que l'Algérie et ses élites seraient un contrepoint nécessaire et évident de l'histoire sociale de ses voisins.

Pourtant, si l'histoire du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle reste à bien des égards un vaste chantier en devenir, on se doute que de nombreux obstacles se sont dressés face aux chercheurs pour les dissuader d'écrire une histoire dérangeante que les États ont voulu longtemps étouffer pour cause d'unanimité nationale. Les récents débats au sein de la presse et des universités algériennes après une décennie de guerre civile, ont montré l'urgence qu'il y a à tenter d'écrire une histoire aussi éloignée que possible des enjeux liés à la direction de l'État et à la politique partisane. Benjamin Stora ne cesse de ce point de vue de militer pour une "histoire à hauteur d'hommes", afin que l'histoire officielle cesse de refouler les mémoires individuelles, familiales, partisans ou régionales, et qu'enfin s'écrive une histoire du vécu des hommes et des femmes du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle.

Il est de ce point de vue évident, à la lecture de la presse marocaine depuis quelques années, et en particulier depuis la mort du souverain Hassan II à l'été

1999, que le Maroc et ses forces vives éprouvent un même besoin d'air frais et d'écriture d'une histoire aussi proche que possible de la réalité vécue depuis les années cinquante. À cet égard, c'est toute la problématique du Maghreb qui est posée, puisque les histoires nationales ont été dressées les unes contre les autres depuis plus de quarante ans. Les fils d'une mémoire maghrébine commune semblent s'être interrompus à partir du moment où les syndicats étudiants nationaux ont surgi vers 1955 sur les décombres de l'AEMNAF (Association des Étudiants Musulmans Nord-Africains en France), jusqu'alors toute tournée contre l'ennemi colonial commun. L'avènement des États-Nations au Maghreb a été suivi dès 1962-63 de conflits territoriaux toujours inachevés entre les deux grands pays du Maghreb, l'Algérie et le Maroc. Faire de l'histoire comparative au Maghreb, revient à s'inscrire dans un processus volontariste de rapprochement de ces pays et de ces sociétés que tout unit, comme l'écrit inlassablement René Gallissot.

De fait, la comparaison de deux sociétés distantes de plus de 2000 km, que sont le Maroc et la Tunisie, atteste de l'identité des grandes questions sociales et culturelles dans l'ensemble du Maghreb. Les forces sociales à l'œuvre, qu'elles soient impulsées de l'intérieur des sociétés (par la religion, la famille, la langue arabe...) ou de l'extérieur (à travers un complexe mouvement de mondialisation des cultures-télévisuelle, cinématographique -, des cursus internationaux et de l'économie de marché) sont pratiquement comparables terme à terme, à l'image de cette génération marxiste des années soixante qui a embrasé toutes les universités du Maghreb.

## **LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE**

Ce travail d'histoire sociale n'a pu se limiter aux archives écrites classiques (c'est-à-dire essentiellement administratives) des historiens. Les sources administratives et étatiques ont pu être abondamment utilisées pour la période des Protectorats. Encore cette recherche a-t-elle dû se limiter essentiellement aux archives des directions administratives déposées à Nantes et à Paris au Ministère des Affaires Étrangères. En effet, les archives de gestion des Protectorats, de loin les plus importantes, sont demeurées sur place au Maghreb, et elles n'étaient toujours pas consultables, ni à Rabat ni à Tunis, au milieu des années 1990. La documentation ainsi dépouillée a néanmoins permis de dresser un panorama solide des systèmes d'enseignement mis en place dans les Protectorats, mais aussi d'approcher les élèves musulmans les fréquentant, avant, pour une minorité, de partir étudier en métropole. Cette approche a été utilement complétée par de nombreux travaux de la sociologie coloniale, en particulier les rapports du Centre des Hautes Études sur l'Afrique Musulmane (CHEAM). Pour compléter cette approche écrite, nous avons mené une série de 34 entretiens avec d'anciens étudiants nord-

africains des Protectorats (nés avant 1940), mettant ainsi un premier pied dans l'histoire orale.

Le véritable défi était donc constitué par la période suivant les indépendances. Pour ce court demi-siècle, nous avons commencé par recourir aux sources administratives disponibles dans les ministères et les divers instituts de formation, complétées par des coupures de presse et par les rapports des organisations internationales. Mais la caractéristique des documents administratifs, et notamment des séries statistiques, est leur faible lisibilité. Parfois même, certains rapports administratifs étaient rédigés de manière à ce que les principales carences des politiques éducatives soient effacées. Cette approche par les documents disponibles ne pouvait donc être que limitée. Les thèses sur les systèmes d'enseignement mentionnées plus haut relevaient de ce registre, et n'abordaient pas au fond la question des origines sociales et familiales des publics scolaires.

Comme pour l'avant 1956, mais avec encore plus de nécessité, nous avons donc eu recours à la technique des entretiens. Ceux-ci ont été menés d'une part avec des témoins documentaires, c'est-à-dire d'anciens ou d'actuels acteurs et responsables des systèmes éducatifs (plus d'une soixantaine au total). Mais ils ont aussi été menés avec des "grands témoins" comme pour la période coloniale, soit plus d'une quarantaine d'usagers à divers titres des systèmes d'enseignement, pris comme emblématiques des parcours que nous voulions mettre en valeur. Cette pratique de l'histoire orale associée aux apports de l'entretien semi-directif de la sociologie a permis de donner une épaisseur humaine à l'histoire de la formation des élites du Maghreb, épaisseur que l'aridité des documents administratifs ne fournissait nullement.

Pour autant, les trajectoires scolaires et universitaires individuelles ne permettaient pas d'atteindre la dimension familiale requise, tant il est vrai qu'au Maghreb peut-être plus qu'en Occident, la famille est le véritable cadre dans lequel se déploient les stratégies de formation et de la réussite sociale. C'est pourquoi nous avons procédé à la constitution d'une dizaine d'arbres généalogiques familiaux pour que se déploient sur plusieurs générations les stratégies d'ascension sociale ou de maintien des classes dominantes, que ce soit par la formation et les filières choisies, ou par les stratégies matrimoniales. La combinaison des deux est cependant la plus fréquente. La conquête, par les enfants des classes dirigeantes pré-coloniales, de la méritocratie scolaire mise en place par les Protectorats a été l'affaire de deux générations, et débouche sur une nouvelle forme de légitimation des élites sociales au Maghreb, près d'un siècle après une évolution similaire en Europe occidentale. Cette situation nouvelle n'abolit cependant pas toutes les anciennes formes de la "reproduction", et le mariage reste de ce point de vue fondamental. Le mariage des nouvelles "capacités" (issues par exemple du Sahel de Tunisie) à des jeunes filles issues de familles dont il faut redorer le blason est un exemple de ce que dévoilent ces arbres généalogiques.

La mise en regard des systèmes éducatifs du Maghreb d'une part (mais aussi des formations suivies à l'étranger), et d'autre part des stratégies ou parcours individuels et familiaux particuliers, ne pouvait cependant satisfaire les exigences de la sociologie. Portant sur deux pays et sur une longue période, cette étude n'aurait pu acquérir une crédibilité sans une certaine ampleur quantitative. C'est pourquoi, par-delà les approches que nous venons de décrire, nous avons mis en œuvre des enquêtes portant sur des cohortes scolaires, au sein d'une vingtaine d'établissements. Ces derniers sont situés au Maroc (11) et en Tunisie (9), mais aussi en France (3) ; dans ce dernier cas, il s'agissait de classes préparatoires aux grandes écoles ayant accueilli de nombreux étudiants maghrébins<sup>1</sup>.

Pour ce faire, nous avons dans un premier temps dressé la liste des principales filières de l'excellence scolaire et de la réussite sociale s'offrant aux jeunes Maghrébins. Cette recherche a été menée de manière empirique par tous les moyens à notre disposition (par exemple grâce aux documents produits par l'orientation universitaire des bacheliers en Tunisie). Pour résumer, on pourrait dire qu'elles concernent essentiellement aujourd'hui, au niveau du supérieur, les filières de formation des ingénieurs, des commerciaux et des médecins. Pour les ingénieurs, il faut faire une distinction entre les grandes écoles françaises via la filière des classes préparatoires, davantage prisées que les grandes écoles du Maghreb, type École Mohammedia des ingénieurs à Rabat ou École Nationale des Ingénieurs de Tunis. Les commerciaux eux aussi se partagent entre la filière française des classes préparatoires, et celle des écoles supérieures privées ou publiques du Maghreb (comme l'ISCAE à Casablanca ou HEC à Tunis). Enfin, pour les médecins, on retrouve cette dualité entre facultés du Maghreb et de l'étranger. Mis à part l'ENA de Tunis, certaines filières juridiques et les écoles d'agronomie de Rabat et Tunis, voilà l'essentiel de ce que l'on peut considérer comme les filières d'excellence usitées par les élites scolaires du Maghreb d'aujourd'hui.

Ensuite, nous avons dressé le profil des publics scolaires fréquentant les établissements relevant de cette catégorie. Pour les décennies 1960, 1970 et 1980, nous avons procédé par l'analyse d'échantillons d'étudiants à travers les registres d'inscription des élèves dans ces différents établissements (soit 1200 personnes). Pour les années 90, nous avons distribué des questionnaires à des classes ou promotions d'étudiants d'une petite dizaine de ces établissements d'excellence, soit 400 personnes.

Cette documentation a été un formidable outil pour analyser la nature et les origines des élites marocaines et tunisiennes d'aujourd'hui et de demain. La génération "marxiste" des années soixante/soixante-dix est de ce

<sup>1</sup> Il faut préciser ici qu'il était inutile d'insister sur les étudiants maghrébins de l'Université française, puisqu'ils ont été analysés dans la récente thèse d'histoire de Valérie Simon portant sur la période 1962-1995.

point de vue la plus ouverte socialement qu'ait jamais connu le Maghreb. Sa mixité sociale, alliée à l'idéologie de la période, en ont fait une véritable menace pour les classes dirigeantes installées depuis 1956. La génération "de la crise" est en fait toujours composée d'éléments sociaux très divers. Mais entre temps, c'est toute l'architecture des systèmes d'enseignement du Maghreb qui a changé. Aux "facultés-casernes" accueillant pleinement cette génération en crise, s'opposent les filières élitistes (écoles étrangères, lycées pilotes, établissements publics de formation des cadres, écoles privées) qui accueillent les héritiers échappant largement à la crise qui frappe le plus grand nombre.

Héritiers des générations précédentes des élites maghrébines, qu'elles soient issues des classes dirigeantes pré-coloniales ou des nouvelles élites formées par les Protectorats ou plus massivement durant les années soixante, cette fraction de la jeunesse est appelée à diriger les États et les entreprises du Maghreb au début du siècle prochain. S'il y a une "génération en crise", c'est en creux qu'elle se dessine ici, que ce soit par les statistiques du chômage de masse des diplômés ou par la pression migratoire intense qu'elle entretient. Certes, certaines filières sont à la jonction des deux mondes, à l'image des étudiants en médecine des facultés du Maghreb, fortement influencés par l'idéologie islamiste depuis les années quatre-vingts.

Enfin, notre fonction d'enseignant durant plusieurs années dans un des établissements d'excellence du Maroc des années quatre-vingt-dix nous a permis d'ajouter une dimension ethnologique à ce travail, tant il est vrai que la fréquentation quotidienne et durable des étudiants marocains a été une source constante de questionnements et d'ouverture à leurs représentations.

### LA STABILITÉ DES ÉLITES DU MAGHREB AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le recoupement de l'ensemble de ces données a permis de dresser un vaste panorama des élites du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle. Or il est frappant de constater les similitudes de la reproduction sociale au Maghreb avec les processus sociaux à l'œuvre dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle. Les travaux de Christophe Charle sur les "Élites de la République" ont permis de souligner la parenté de ces situations. En fait, c'est comme si l'histoire des élites sociales du Maghreb au XX<sup>e</sup> siècle avait été, *mutatis mutandis*, celle de la France durant les deux précédents siècles. La conquête de l'école par les enfants des notables a duré un siècle en France, et au terme de cette évolution, vers 1880, on a constaté qu'un nouveau mode de légitimation des élites sociales s'était installé. Cette évolution a duré moins de deux générations au Maghreb, des années 1920 aux années 1950, et il faut souligner l'extrême rapidité du phénomène au Maroc, qui, tardivement confronté à la colonisation en 1912, opère une sorte de rattrapage accéléré sur ses deux voisins du Maghreb.

Reléguées par la colonisation, les élites du Maghreb ont rapidement vu dans l'École le moyen d'une reconversion sociale. Ce phénomène a été très fort au Maroc en particulier, car la classe dominante liée au Makhzen avait gardé toute sa puissance et était même en pleine expansion économique depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En Algérie en revanche, même si des processus identiques ont été à l'œuvre, la durée plus que séculaire de la colonisation et son effet de déstructuration des élites pré-coloniales n'a pas donné à ce phénomène une telle ampleur. En Tunisie enfin, les classes dominantes pré-coloniales étaient sur la pente du déclin économique lorsque la colonisation fit irruption vers 1880. Cela a donné à la nouvelle méritocratie scolaire une grande importance, mais a néanmoins permis l'irruption de nouvelles capacités. Issues du Sahel en particulier ces nouvelles élites, "sanctifiées" par l'idéologie du régime bourguibien, ne sortent toutefois pas du néant social, et ont su en leur temps s'allier avec les héritières des grandes familles *beldi* de Tunis.

Après les indépendances, l'effet d'accélération a continué sur la même lancée. Tandis qu'après la Seconde guerre mondiale seulement, l'École entrait en France, dans une phase de massification, en particulier dans le secondaire puis à l'Université, les systèmes scolaires du Maghreb étaient soumis à une intense pression sociale en faveur de l'école pour tous, qui avait été suscitée entre autres par les revendications du combat nationaliste. Ainsi est-on passé en moins de deux générations, des années soixante aux années quatre-vingts, d'une situation de malthusianisme scolaire (comme en France au XIX<sup>e</sup> siècle) à une situation de massification scolaire (comme la France des années 1970). Cette irruption massive des enfants des classes moyennes jusqu'à l'Université a entraîné une réaction de défense des classes dirigeantes issues de l'indépendance. Il s'est agi de consolider la méritocratie au profit de leurs seuls héritiers.

Ces dernières ont mis en place durant les années soixante-dix une réforme des systèmes d'enseignement qui a consacré la partition des filières de la réussite scolaire. Cette réforme est à la fois celle de l'arabisation et de la mise en place de filières d'excellence échappant à la massification, tandis que les universités du Maghreb, encore très malthusiennes durant les années soixante, s'ouvraient durant les deux décennies suivantes, à la masse des étudiants aux origines sociales plus modestes. En France, les élites avaient eu plus d'un siècle pour construire des filières d'excellence autour de certaines facultés, des classes préparatoires et des Grandes écoles. Au Maghreb, tous les processus sont contemporains, ce qui empêche toute lisibilité et désoriente la masse des étudiants et des familles. Tandis que la méritocratie avait fonctionné en France tant bien que mal depuis les lois Ferry et s'était plutôt ouverte au cours des années soixante, au Maghreb, la massification est contemporaine de la fermeture sociale.

De la sorte, les élites du Maghreb, qui se sont installées au pouvoir à partir des Indépendances, ont réussi à garder le contrôle des appareils de direction administrative et économique depuis cette époque. La génération des "héritiers" a construit les États Nations. Elle avait incorporé quelques promus de la méritocratie scolaire coloniale, mais elle restait largement composée d'héritiers des classes dirigeantes pré-coloniales. À partir des années 1960, pour construire l'État, elle s'est agrégé des éléments nouveaux, issus des appareils de sécurité, des combats nationalistes, voire même les éléments marxistes que la répression n'a pas mis à l'écart. Mais par la suite, la grande fermeture des États et des administrations a commencé à partir du début des années 1970.

Il y a là un effet de génération très puissant. Les hommes arrivés aux commandes des États à partir de 1956 avaient en moyenne trente ans. Ils ont été rejoints durant les années 1960 par la génération née dans les années 1940. Ces hommes (pour l'essentiel) sont restés en place jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, à l'image d'un Abderrahmane Youssoufi au Maroc, militant anti-colonial des années 1950 et toujours Premier Ministre du Maroc en 2000. On comprend dès lors que c'est en ce moment que l'on assiste au passage du relais entre générations, à l'image de la jeune équipe qui entoure le nouveau souverain marocain Mohammed VI.

Mais la nouvelle génération qui arrive aux commandes du Maghreb est passée à travers les mailles de la sélection, et provient largement des familles de la classe dirigeante composite qui s'est installée au pouvoir à partir de 1956. Les filières d'excellence mises en place depuis les années 1970 sont complexes. Elles peuvent passer par les établissements privés, par les écoles étrangères et les formations à l'étranger, au sein des Grandes écoles françaises notamment, et maintenant aussi des MBA américains. Cette option est très présente au Maroc, alors qu'en Tunisie, les filières d'excellences se trouvent au sein même du service public d'éducation nationale (tout au moins au niveau du secondaire).

En définitive, ce siècle d'intenses bouleversements politiques et sociaux au Maghreb se solde par une étonnante stabilité des classes dirigeantes. La colonisation a provisoirement déclassé les classes dirigeantes pré-coloniales, mais elles ont su en grande partie reconverter leur capital social et économique en capital culturel et scolaire. Cette reconversion leur a permis de prendre les commandes des mouvements nationalistes et par la suite des jeunes États-nations indépendants. Cette réalité est particulièrement prégnante au Maroc où, pour résumer un siècle de mutation, on pourrait dire que les jeunes élites sont passées du service du Makhzen à Polytechnique. Mais bien que moins lisible en Tunisie, ce modèle garde toute sa vigueur. Certes, la montée des Sahéliens au sein du Néo-Destour est une réalité. Mais, outre que ces éléments proviennent le plus souvent des classes de la moyenne bourgeoisie de la région la plus riche et la plus ouverte de Tunisie (le Sahel), la permanence des anciennes élites est aussi une réalité, fût-ce

dans les champs intellectuels ou économiques. De toute façon, la fusion des élites par le système des alliances matrimoniales s'est bien réalisée.

Au Maroc aussi, de nouvelles capacités ont pu accéder à l'État et à son système de redistribution, mais cela tient aussi comme en Tunisie, à l'extraordinaire croissance des activités de l'État au XX<sup>e</sup> siècle. Les États pré-coloniaux étaient faibles et fragiles, relayés en province par les grandes familles de la noblesse religieuse et guerrière. L'État administratif moderne est une lourde machine centralisée qui a pu offrir de nombreuses places et s'attacher ainsi des fidélités multiples. Pour autant, ces États en développement sont restés pauvres et n'ont guère réussi à susciter un développement économique d'envergure. C'est pourquoi il a fallu cesser de recruter et limiter les cercles de la notabilité aux promus des années 1950 et 1960. C'est dire qu'aujourd'hui, le Maghreb connaît un tournant d'envergure. Soit il sait profiter de la relève des générations pour incorporer des éléments extérieurs à ses élites, en particulier la contre-élite arabisée qui s'est formée dans les universités depuis vingt ans, soit il sera soumis à de vives tensions sociales et politiques.

## **LE MAGHREB ENTRE REPLI IDENTITAIRE ET OUVERTURE SUR LE MONDE**

À ce jour, les sociétés du Maghreb sont soumises à de très nombreuses contradictions. Elles sont à la fois plus ouvertes que jamais aux vents de la mondialisation économique et culturelle, mais en même temps, elles sont prises dans un tissu de contradictions intenses, que l'on pourrait résumer par la double tentation du repli identitaire et de l'ouverture sur l'Occident. Et de ce point de vue, l'école et la formation des élites sont au cœur de ces enjeux très lourds de conséquences. Ce n'est pas un hasard que, pour soulager la crise structurelle des systèmes d'enseignement au Maghreb, les gouvernements du Maroc et de Tunisie s'attachent prioritairement depuis dix ans à la réforme de l'éducation. En un sens, c'est au centre de ce malstrom que se débat la coopération éducative étrangère, mais en premier française puisqu'elle possède de loin le premier réseau d'enseignement étranger au Maghreb.

Pour commencer par cette question, il faut souligner la place particulière prise au fil des ans par l'enseignement français au Maghreb, même s'il ne scolarise qu'une infime minorité des élèves maghrébins (0,3 % au Maroc par exemple). Cet enseignement au sein des établissements français scolarisait dans les années soixante une majorité d'élèves français et une forte minorité d'élèves nationaux. Dans le même temps, la coopération éducative fournissait des dizaines de milliers d'enseignants dans les écoles et lycées publics. On disait alors que le Maroc était le premier importateur mondial de coopérants. Plus de trente ans après, la coopération française est toujours investie dans de nombreux projets éducatifs, mais il n'y a plus d'ensei-

gnants français dans les établissements largement arabisés du Maghreb. Restent seulement les enseignants présents au sein de ce que l'on appelait les établissements des "Missions" de coopération, qui aujourd'hui ne scolarisent plus qu'une minorité d'élèves français ou tiers, et une écrasante majorité d'élèves marocains ou tunisiens (plus de 60 %).

On a l'habitude de dire qu'au Maroc et en Tunisie, ces établissements n'ont pas la même fonction. Dans le premier cas, ils seraient devenus les pourvoyeurs de l'élite nationale (en complément avec quelques écoles privées et étrangères, comme les écoles américaines ou espagnoles), tandis qu'en Tunisie, ils donneraient une seconde chance aux enfants de l'élite exclus à tel ou tel niveau d'un système scolaire public extrêmement sélectif. Pour autant, la part prise à la formation des élites locales est incontestable. Avec plus de 40 000 anciens élèves nationaux et environ 13 000 en Tunisie, c'est une grosse partie de l'élite du Maghreb qui est concernée. De plus, ces établissements étrangers sont devenus très coûteux au fil des ans, et ils participent *de facto* au système de formation des élites sociales.

Quoi qu'il en soit, les problèmes des systèmes d'enseignement au Maghreb dépassent largement ce cas particulier. En arrivant au pouvoir, le Président Ben Ali et son gouvernement ont commencé à réfléchir à une réforme de l'enseignement pour éviter qu'il ne continue d'être le principal pourvoyeur de militants du mouvement islamiste. Des réformes d'ampleur ont été menées par les ministres Charfi et Dali Jazi, allant dans le sens d'une plus grande ouverture aux valeurs humanistes modernes et à la langue française. Dix ans plus tard, le sens initial de ce message semble un peu brouillé. Au Maroc, s'il n'est pas question de revenir sur l'arabisation, une Commission de Réforme de l'enseignement (COSEF) a été instituée par le souverain Hassan II avant son décès, qui a accouché d'une vaste réforme en cours d'application, et dont les premiers pas se traduisent par une très forte progression des taux de scolarisation dans le primaire. Pour autant, la question de l'enseignement restera au Maghreb un véritable brûlot tant que le chômage massif des diplômés ne sera pas résolu, et que les possibilités d'ascension sociale resteront bloquées par le système dualiste que nous avons évoqué.

Car le risque de la perpétuation du système créé dans les années soixante-dix, pour décapiter la contestation étudiante de gauche, n'est ni plus ni moins d'élargir les rangs d'une jeunesse sans espoir d'intégration et de promotion sociale. La Tunisie comme l'Algérie en ont fait l'amère expérience dans les années 1980, lorsque les étudiants islamistes tenaient le haut du pavé dans les universités nationales. Au Maroc, c'est la vieille UNEM gauchiste qui est aujourd'hui de fait aux mains des étudiants islamistes. Au vu des événements algériens, on comprend l'empressement du Président Ben Ali mais aussi de l'ancien Ministre marocain de l'Intérieur Driss Basri d'éteindre l'incendie en essayant de fournir des milliers de postes aux diplômés-chômeurs, avec certai-

nement plus de réussite en Tunisie qu'au Maroc, où le phénomène est d'une tout autre ampleur.

Cette contre-élite arabisée et souvent mal formée (c'est ce que disent tous les patrons du secteur privé) trouve en effet dans l'engagement islamiste une utopie capable de lui faire oublier les malheurs de son quotidien précaire. Pourtant, les choses ne sont pas aussi simples car c'est cette même jeunesse déshéritée, et néanmoins souvent qualifiée, qui rêve d'exil vers l'Occident... Occident que diabolisent les mêmes islamistes. Abreuvée de culture et de cinéma américains par les paraboles dont le Maghreb détient un des taux d'équipement les plus élevés du monde, cette jeunesse découvre maintenant le monde de la Toile grâce aux cybercafés qui se développent au Maghreb. Et l'on comprend mieux l'alternative idéalisée qui s'offre aux malheurs de la jeunesse du Maghreb, celle de la fuite en Occident, que ce soit en Europe occidentale, en Amérique du Nord ou en Australie, toutes terres de consommation en abondance.

La chronique de l'émigration clandestine est presque quotidienne dans la presse maghrébine ou internationale. Le détroit de Gibraltar est devenu en une dizaine d'années un des hauts lieux de l'émigration clandestine en provenance des pays en développement. En effet, c'est avec l'avènement de l'Europe de Schengen au début des années 1990 que l'Union Européenne s'est fermée, à un moment où la pression migratoire atteignait son paroxysme au Maghreb. Les barrières sont d'ailleurs bien peu efficaces face au flot des migrants, puisqu'en dix ans, l'Italie comme l'Espagne ont accueilli des centaines de milliers d'immigrants maghrébins. De ce point de vue, l'émigration constitue une soupape de sécurité pour les États maghrébins qu'il ne faudrait pas négliger.

De ce travail sur un siècle de formation des élites au Maghreb ressortent plusieurs traits majeurs auxquels la longue durée donne toute leur cohérence. Le premier trait majeur est l'accélération historique des processus de maturation nationale et de modernisation sociale provoquée par la colonisation. L'entrée brutale dans le monde moderne, réalisée dans la violence coloniale, a été un accélérateur sans précédent de l'histoire des pays du Maghreb, mais plus largement aussi des pays à ce jour en développement. Il est frappant que le pays le plus tardivement colonisé au Maghreb, le Maroc (82 ans après l'Algérie et 32 ans après la Tunisie), soit aujourd'hui le théâtre des mêmes enjeux sociaux, culturels et politiques que ses deux voisins maghrébins. L'imprégnation culturelle et l'acculturation des élites a été d'autant plus durable que la décolonisation n'a pas été la rupture que l'on a voulu croire. C'est durant les années soixante et soixante-dix que la majeure partie des francophones du Maghreb d'aujourd'hui a été formée.

Le second trait est que la rupture est intervenue plus tardivement, à la fin des années 1970. Pourtant, cette rupture, dont le phénomène le plus saillant est l'arabisation comme l'avait souligné Gilbert Grand-

Guillaume, n'a pas été aussi radicale que l'on aurait pu le penser, et cela pour la seconde fois. La clé en est sûrement la permanence des élites maghrébines, ce que nous a fait comprendre l'étude des générations. Les dirigeants politiques, administratifs et économiques du Maghreb ont connu une remarquable stabilité pendant une quarantaine d'années, et ce quelles que soient les vicissitudes du temps. C'est donc aujourd'hui que se joue une partie essentielle au Maghreb et dont l'issue est difficile à prédire. Il s'agit là d'un troisième trait majeur.

Les héritiers auraient tout intérêt à ce que le système continue à se perpétuer à leur profit. Mais les temps ont changé et la poussée démographique des années 1960 et 1970 a transformé de fond en comble les sociétés maghrébines rurales et peu peuplées de l'indépendance. La querelle des anciens et des modernes, qui s'était jouée lors des indépendances (on disait alors entre les vieilles barbes et les modernistes), avait tourné au seul avantage des modernistes. Cette querelle qui se rejoue aujourd'hui sur un nouveau mode, entre les élites occidentalisées et la contre-élite arabisée, devrait en définitive se résoudre dans la démocratisation des instances de pouvoir et de la société. Ce serait à n'en pas douter la meilleure issue.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGERON Charles-Robert**, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Que sais-je ?, Paris, 1964 (nombreuses rééditions).
- AGERON Charles-Robert**, *La décolonisation française*, Cursus, Armand Colin, Paris, 1991.
- BAÏNA Abdelkader**, *Physionomie du système de l'enseignement au Maroc*, Éditions Maghrébines, Maroc, 1983 (3 tomes).
- BENRABAH Mohamed**, *Langue et pouvoir en Algérie, Histoire d'un traumatisme linguistique*, Séguier, Atlantica, Biarritz, 1999.
- BEN SALEM Lilia**, *Développement et problème des cadres, la cas de la Tunisie*, Cahiers du CERES, Série sociologique, n° 3, Tunis, 1976.
- BEN YOUSSEF Adel**, *Les étudiants tunisiens en France dans la période de l'entre-deux-guerres, traits généraux et conditions de vie*, DEA soutenu sous la direction du Professeur Taoufik AL Ayadi, Université de Tunis, Faculté du 9 avril, non publié, 1989 (en arabe).
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude**, *La reproduction*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1970.
- BOURDIEU Pierre**, *La noblesse d'État*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1989.
- CHARLE Christophe**, *Les élites de la République*, 1880-1900, Fayard, Paris, 1987.
- COLONNA Fanny**, *Instituteurs algériens (1883-1939)*, FNSP, Paris, 1975.
- GALLISSOT René**, *Le Maghreb de traverse*, Éditions Bouchene, Paris, 2000.
- GEISSER Vincent et BEN SEDRINE Saïd**, *Le retour des diplômés, Enquête sur les étudiants tunisiens formés à l'étranger dans les années 1990*, IRMC Tunis, et INTES, Tunis, 1999.
- GRAND-GUILLAUME Gilbert**, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1983.
- HARBI Mohamed**, *Le FLN ; Mythes et réalités*, Éditions Jeune-Afrique, Paris, 1980.
- JULIEN Charles-André**, *L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*, Julliar, Paris, 1972 (3ème édition).
- JULIEN Charles-André**, *Le Maroc face aux impérialismes, 1415-1956*, Jeune-Afrique Éditions, Paris, 1978.
- KADRI Aïssa**, *Le droit à l'enseignement et l'enseignement du droit*, thèse de Doctorat, sous la direction du professeur Jean-Claude PASSERON, 1992, EHESS (non publiée).
- KRAÏEM Mustapha**, *Pouvoir colonial et Mouvement National, La Tunisie des années trente*, Alif, Tunis, 1990 (2 tomes).
- LEVEAU Rémi**, *Le fellah Marocain, défenseur du Trône*, FNSP, Paris, 1976.
- MAHJOUBI Ali**, *Les origines du mouvement national en Tunisie 1904-1934*, Publications de l'Université de Tunis, Tunis, 1982.
- OVED Georges**, *La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, L'Harmattan, Paris, 1984 (2 tomes).
- PERVILLE Guy**, *Les étudiants algériens de l'Université française 1880-1962*, Éditions du CNRS, Paris, 1984.
- RIVET Daniel**, *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc 1912-1925*, L'Harmattan, Paris, 1988 (3 tomes).
- RIVET Daniel**, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V ; le double visage du Protectorat*, Éditions Denoël, Paris, 1999.
- SMITH Stephen**, *Oufkir, un destin marocain*, Calmann-Lévy, Paris, 1999.
- SRAÏEB Noureddine**, *Le Collège Sadiki de Tunis 1975-1956, Enseignement et nationalisme*, CNRS Éditions, Paris, 1994.
- STORA Benjamin**, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, Repères La Découverte, Paris, 1995.
- VERMEREN Pierre**, "Hautes études commerciales et dynamique sociale au Maroc et en Tunisie durant les années 1990", in *Flux et gestion des compétences intellectuelles dans les échanges euro-maghrébins*, sous la direction de Vincent GEISSER, MN, CNRS, 2000.
- VERMEREN Pierre**, "La mutation sociale de l'enseignement supérieur musulman sous le Protectorat au Maroc : avènement d'une nouvelle légitimation universitaire de la classe dirigeante", in *Parcours d'intellectuels maghrébins*, sous la direction d'Aïssa KADRI, Karthala/Institut Maghreb-Europe, Paris, 1999.
- WATERBURY John**, *Le Commandeur des croyants, la monarchie marocaine et son élite*, P.U.F., Paris, 1975.